

Unité départementale de la Vendée
135 rue Philippe Lebon
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 09 février 2022,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MCPP FRANCE

ZI - Route de La Gaubretière
BP 3
85130 TIFFAUGES

Références : D 22.0047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement MCPP FRANCE implanté ZI - Route de La Gaubretière BP 3 85130 TIFFAUGES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un incendie mineur signalé par l'exploitant, l'inspection a effectué une visite pour déterminer les causes, et les mesures éventuelles pouvant être mises en place si nécessaire.

Un échauffement sur des résidus de production, appelés purges, est survenu dans une cage de stockage grillagée de 1000 litres entreposé à l'extérieur du bâtiment TPE. Cet échauffement a entraîné l'incendie d'environ 40 kg de résidus plastiques et a fortement dégradé le container, sans extension de l'incendie, et il a rapidement été maîtrisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MCPP FRANCE
- ZI - Route de La Gaubretière BP 3 85130 TIFFAUGES
- Code AIOT dans GUN : 0006302374
- Régime : A
- Statut Seveso : NS

La société MCPP exploite une usine de fabrication de compounds plastiques sur la commune de Tiffauges. Elle dispose de deux fabrications similaires portant sur des produits de composition différentes. L'atelier de fabrication des thermoplastiques élastomères a fait l'objet du contrôle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'accident/incident	Code de l'environnement du 09/02/2022, article R512-69	/	
Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 12/07/2002, article 8.3.2	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention générale des risques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2002, article 8.1.1	/	
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 12/07/2002, article 8.1.3	/	
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 1	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les causes sur l'origine de l'incendie ne sont pas connues. Les purges incriminées sont des matières plastiques issues des phases de démarrage de production. Lorsqu'elles sortent des extrudeuses, ces purges sont plongées dans un bac métallique rempli d'eau pour les refroidir. Ensuite, elles sont entreposées dans des cages de stockage grillagées à l'extérieur du bâtiment avant leur évacuation.

Les constats ne montrent pas de non-conformités sur les règles d'exploitation ou d'aménagement du site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration d'accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/02/2022, article R512-69

Prescription contrôlée :

CE - Article R512-69

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant a signalé à l'inspection le 24/01/2022 d'un incendie le dimanche 23/01/2022 vers 10h30. Cet incendie a été vite maîtrisé. Le site était sous surveillance par un prestataire présent qui a pu déclencher les secours.

L'inspection rappelle toutefois que l'exploitant doit tenir compte de ce retour d'expérience en analysant ces causes et définir éventuellement des mesures de réduction du risque ou de prévention.

Un rapport circonstancié d'accident/incident doit donc être transmis à l'inspection sous un délai de 15 jours.



Type de déchets ayant brûlés



Cage de stockage ayant contenu les déchets brûlés

L'inspection note que les consignes destinées au prestataire de gardiennage (en date du 13/03/2018) ne détaillent pas les actions à mener concernant la fermeture ou non de la vanne de confinement du site. L'action sur cette vanne ne figure que dans les consignes destinées au personnel du site (consigne M2.DOC.006). L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si cette vanne a ou non été fermée lors de cet incendie, certes minime.

Observations : Un premier rapport d'incident a déjà été transmis au préfet par courrier du 08/02/2022. Ce rapport devra éventuellement être complété avec les éléments figurant au présent constat.

La fiche destinée au BARPI et le rapport d'incident ayant été transmis, ce constat n'entraîne pas de suite.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2002, article 8.3.2

Prescription contrôlée :

AP du 12/07/2002 - 8.3.2. Moyens de lutte

Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (NFS 61.213) dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. A défaut de mise en place d'un tel équipement, des mesures de substitutions sont étudiées et mises en place en accord avec ce service.

Des extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant sont disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles, dans les ateliers, les dépôts de produits et de marchandises, ainsi que dans le local de chaufferie.

Ces moyens sont complétés par deux bâches d'eau de 500 m³ chacune facilement accessible, des bouches incendie et leur matériel associé, ainsi que de 2 appareils respiratoires isolants (ARI). 2 conduites d'aspiration de 100 mm sont pré-disposées pour l'utilisation de ces bâches en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Deux poteaux incendie normalisés doivent être présents dans un rayon de 200 mètres de l'établissement et doivent permettre de débiter en cumulé 120 m³/h sous 1 bar de pression dynamique.

Le cas échéant, l'exploitant dispose de surpresseurs ou de groupes motopompes pour alimenter ses moyens de lutte à partir de ces bâches.

Constats : Le site dispose d'une bache souple de 500 m³, d'une réserve de 500 m³ pour le système d'extinction automatique, et de la bache à eau d'une des tours aéroréfrigérantes. Le système d'extinction est muni d'un groupe motopompe, et d'un raccord destiné aux pompiers.



L'exploitant ne dispose pas des 2 appareils respiratoires isolants sur son site, mais indique qu'ils sont en entreposés au sein de la caserne des pompiers voisines du site. L'inspection invite l'exploitant à justifié si une convention a bien été passée avec les pompiers pour ces équipements.

Le site DECI85 du SDIS permet de confirmer la localisation d'au moins deux poteaux incendie à proximité du site :



Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention générale des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2002, article 8.1.1

Prescription contrôlée :

AP du 12/07/2002 - 8.1.1. Principes généraux

Toutes dispositions sont prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion et pour protéger les installations contre la foudre et l'accumulation éventuelle d'électricité statique.

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent.

Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a demandé la réalisation d'un test de fermeture d'une porte coupe-feu au hasard, dans un des ateliers de fabrication.

Le test s'est montré concluant.

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2002, article 8.1.3

Prescription contrôlée :

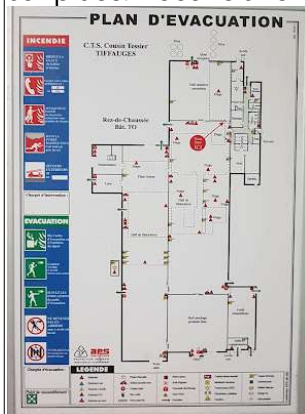
AP du 12/07/2002 – 8.1.3. Localisation des risques

L'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé dans tous les ateliers et lieux concernés. Un plan de ces zones à risque est également mis à jour.

Constats : Le site dispose de plan d'évacuation mentionnant également les zones à risques et les moyens mobiles d'intervention.

L'inspection a contrôlé statistiquement l'adéquation entre le plan affiché et les moyens présents sur place. Aucune anomalie n'a été rencontrée.



Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 1

Prescription contrôlée :

APc du 30/08/2018 - Article 1. Surveillance des eaux souterraines

La société MCPP France, dont le siège social est situé à Tiffauges (85130), doit mettre en place une surveillance des eaux souterraines sur les 3 piézomètres installés selon les modalités définies ci après.

Les piézomètres sont implantés selon le plan annexé au présent arrêté. Ils sont physiquement protégés de tout risque d'écoulements volontaires ou involontaires de polluants et ils sont maintenus en service durant la surveillance mise en place.

Fréquence de prélèvement : semestrielle (période de basses et hautes eaux).

La hauteur piézométrique est relevée à chaque prélèvement.

(...)

Constats : En parallèle des suites de l'incendie, l'inspection a examiné les dernières analyses portant sur le suivi des eaux souterraines. Le suivi est effectué conformément à l'arrêté complémentaire du 30/08/2018.

L'inspection note que le polluant « DOP » reste toujours fortement présent dans ce suivi.

Type de suites proposées : Sans suite